



Suivi régional de la relance de l'économie de la filière Construction

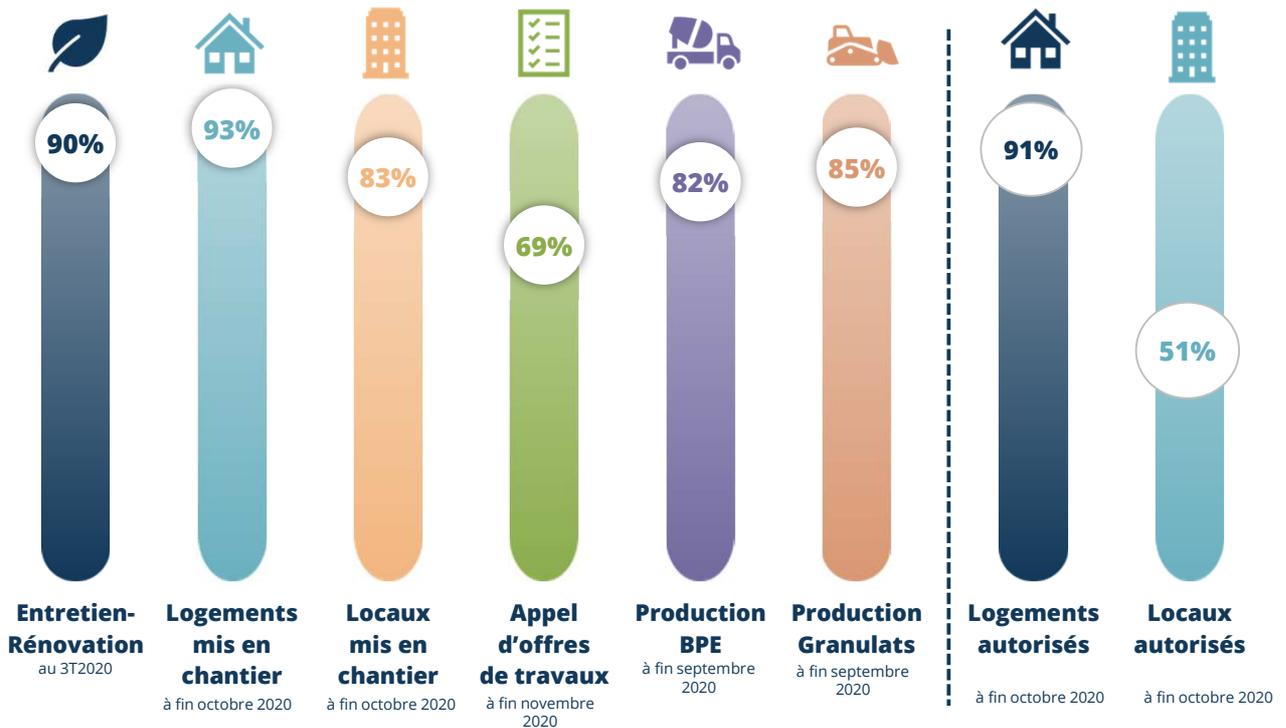
Après l'arrêt quasi-total de la filière durant le confinement et son redémarrage depuis juin, l'enjeu est désormais de suivre sa capacité à rebondir. La force et la rapidité de sa relance vont notamment déterminer l'impact économique et social de cette crise sur les entreprises et emplois du secteur.

La CERC Hauts-de-France, en tant qu'observatoire de la filière Construction en région, propose dans cette note une analyse centrée sur le rythme de relance de l'activité.

Vue d'ensemble

Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période)

Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Réseau des CERC, Double Trade; UNICEM



Les quelques mois écoulés depuis le redémarrage de l'activité dans la filière n'ont pas permis de récupérer le retard accumulé par rapport à 2019. Peu de secteurs ont bénéficié d'un effet de rattrapage et les prévisions d'activités sont orientées à la baisse (sachant que, par ailleurs, l'impact du 2^{ème} confinement sur l'activité de la Construction n'est pas encore perceptible) :

L'activité en entretien-rénovation de logements comme de locaux demeure dégradée au 3^{ème} trimestre, davantage sur le segment de l'entretien-rénovation de locaux que sur celui des logements (respectivement -3,5% et -1,3% vs 2019). Les carnets de commandes sont en repli et les perspectives d'activité sont pessimistes pour le 4^{ème} trimestre.

Sur le neuf, la situation est contrastée selon les segments : les mises en chantier de logements affichent un rebond de 6% sur les 3 derniers mois, les logements individuels purs étant toutefois en retrait. Les perspectives à court terme sont dégradées : les autorisations de construire se replient par rapport à la même période de 2019, ainsi que les commercialisations de logements ; la construction de locaux se contracte fortement en septembre et octobre.

La nette compression des appels d'offres continue à pénaliser les entreprises de Travaux Publics et pèse sur leur activité future (70% des appels d'offres de travaux publics publiés par rapport à 2019) ;

Les productions de matériaux se redressent timidement sur les mois d'août et septembre, sans pour autant retrouver des niveaux comparables à ceux d'avant la crise. La tendance reste négative.



1 | Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

Pour les entreprises de Bâtiment

L'activité entretien-rénovation remonte la pente au 3^{ème} trimestre, même si elle ne retrouve pas encore son niveau de 2019 sur le segment du logement (-1,3%) comme sur celui des locaux (-3,5%). Les carnets de commandes en entretien-rénovation sont comparables à ceux de l'année dernière à la même période.

Du côté de la construction neuve l'activité s'est accélérée sur les mises en chantier de logements collectifs et sur l'individuel groupé qui tirent la tendance vers le haut (respectivement +7% et +37% par rapport à août-octobre 2019). A l'inverse la construction de locaux qui s'était redressée entre juillet et août s'effrite à nouveau, en dehors du segment des locaux industriels (+5%) qui dépassent les niveaux d'août-octobre 2019.

Evolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

-2%

de l'activité entretien-rénovation réalisée à la fin du 3^{ème} trimestre 2020 par rapport à 2019

La compression d'activité s'est atténuée au 3^{ème} trimestre de :
-1,3% sur le segment du résidentiel,
-3,5% sur celui du non résidentiel.

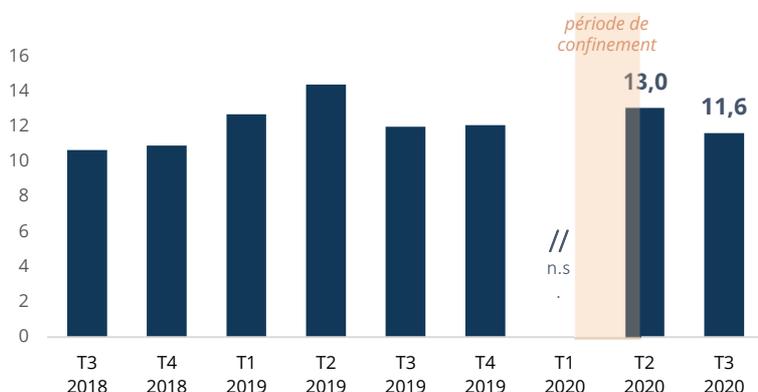
90%

d'activité entretien-rénovation au 3^{ème} trimestre 2020 par rapport au 3^{ème} trim. 2019

Le taux d'avancement de l'activité est comparable pour chaque segment, près de 90% d'activité pour le logement et pour le non résidentiel par rapport au 3^{ème} trimestre 2019.

Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation Bâtiment en région

Unité : nombre moyen de semaines



Source : Enquête entretien-rénovation Réseau des CERC

12 semaines

de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin 3^{ème} trimestre 2020 par rapport à fin 3^{ème} trim. 2019

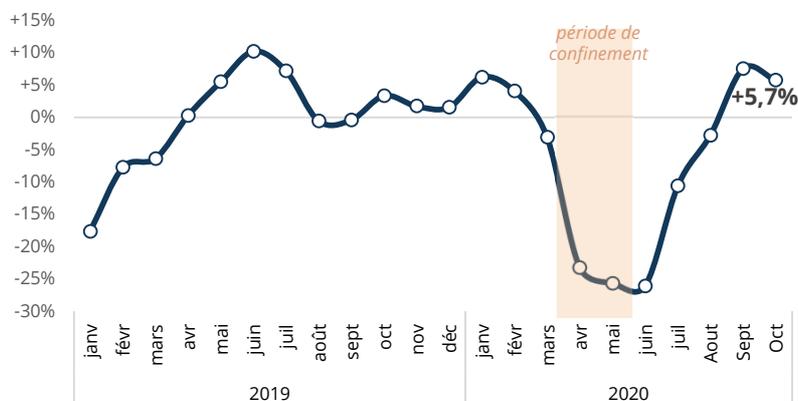
Au 3^{ème} trimestre 2020, ce sont moins de 12 semaines de travail qui sont garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation en région. Ces plans de charge se révèlent légèrement moins garnis que ceux de l'année dernière même période.



► Dans la construction neuve

Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



93%

de logements mis en chantier entre janvier et octobre 2020 par rapport à la même période en 2019

Avec un taux d'avancement de l'activité à 93% ce sont un peu plus de 17 500 logements neufs qui ont mis en chantier, en cumul de janvier à fin octobre 2020, contre près de 18 900 un an auparavant à la même période.

+6%

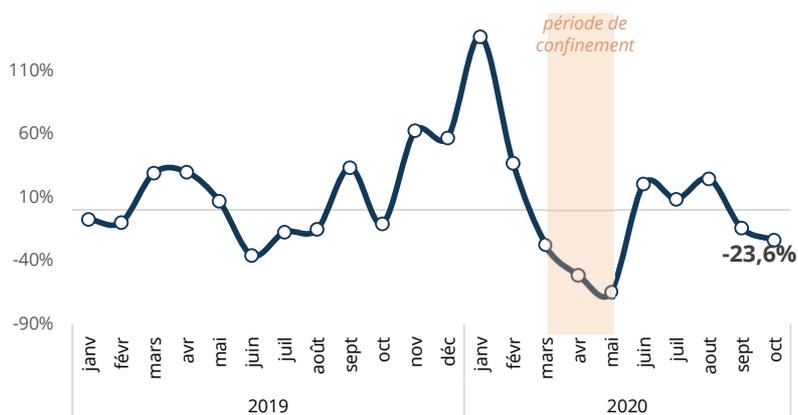
de mises en chantier de logements neufs en août-octobre 2020 par rapport à août-octobre 2019

Les mises en chantier de collectif comme d'individuel retrouvent une dynamique positive. Ainsi le segment du collectif affiche un rebond plus marqué, à fin octobre en cumul sur les trois derniers mois : +7% par rapport à la même période 2019.

L'individuel se redresse aussi de près de 4%. Toutefois, les disparités sont importantes entre individuel pur, en évolution négative de -12% et l'individuel groupé, positif de +37% à fin octobre, en cumul sur 3 mois glissants.

Evolution sur 3 mois glissants des surfaces de locaux mis en chantier en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



83%

de locaux mis en chantier entre janvier et octobre 2020 par rapport à la même période en 2019

En cumul depuis janvier 2020, ce sont 1 973,5 milliers de m² de locaux qui ont été mis en chantier en région, contre 1 633,5 milliers de m² sur la période de janvier à octobre 2019.

-24%

de mises en chantier de locaux neufs en août-octobre 2020 vs août-octobre 2019

Après, l'embellie observée entre juin et août les mises en chantier de locaux affichent de nouveau une nette contraction en octobre par rapport à la même période en 2019. Sur 3 mois glissants en août-octobre, ce sont à peine 451 milliers de m² de locaux qui ont été construits sur cette période contre plus de 590 milliers de m² un an auparavant (-24%).

Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée pour les logements et en date de prise en compte pour les locaux, estimations à fin octobre 2020



Pour les entreprises de Travaux Publics

Après une année 2019 globalement bien orientée, les conséquences de la crise sanitaire se révèlent importantes sur l'activité des Travaux Publics. Après un 2^{ème} trimestre où le solde d'opinion sur l'activité s'était effondré (conséquence de des 6 semaines de confinement, sur les 8 semaines totales), la reprise se dessine selon les chefs d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2020 : l'activité des mois de juillet-septembre s'est nettement rétablie avec un solde d'opinion haut. Cependant les carnets de commandes se replient.

Selon les professionnels des Travaux Publics, les contraintes qui limitent la capacité de production des entreprises sont fortes, l'insuffisance de la demande étant le principal facteur bloquant l'accroissement de leur production au 3^{ème} trimestre 2020 (l'insuffisance de la demande étant liée principalement à la contraction de la commande publique).

Opinion des chefs d'entreprise sur leur activité

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre en région

Unité : solde d'opinion



+18%

de soldes d'opinion sur l'activité récente du 3^{ème} trimestre 2020

Le solde d'opinion sur l'activité récente s'est nettement redressé au 3^{ème} trimestre, 2 points au dessus de la moyenne de longue période qui s'établit à +16,4%

82%

des entreprises de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à fin 3^o trim. 2020

Pour 45% d'entre elles, l'insuffisance de la demande est un des facteurs principaux qui limite leur production.

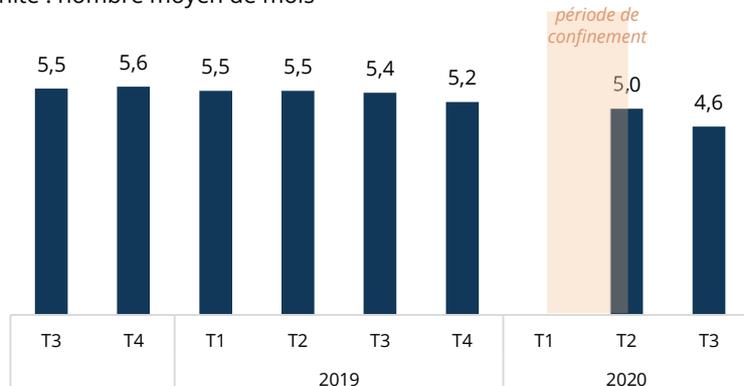
Source : Enquête trimestrielle FNTF/ INSEE

❓ Absence de données au 1^{er} trimestre 2020

Carnets de commandes

Evolution des carnets de commandes des entreprises de TP en région

Unité : nombre moyen de mois



-0,8 mois

de carnets de commandes à la fin 3^o trimestre 2020 par rapport à fin 3^o trimestre 2019

Avec moins de 5 mois de travail assurés en moyenne au 3^{ème} trimestre 2020, les carnets de commandes se replient toujours. Les plans de charge sont quasiment inférieurs d'un mois par rapport au 3^{ème} trimestre 2019 (5,4 mois).

Source : Enquête trimestrielle FNTF/ INSEE

❓ Absence de données au 1^{er} trimestre 2020



Pour l'approvisionnement des chantiers en matériaux

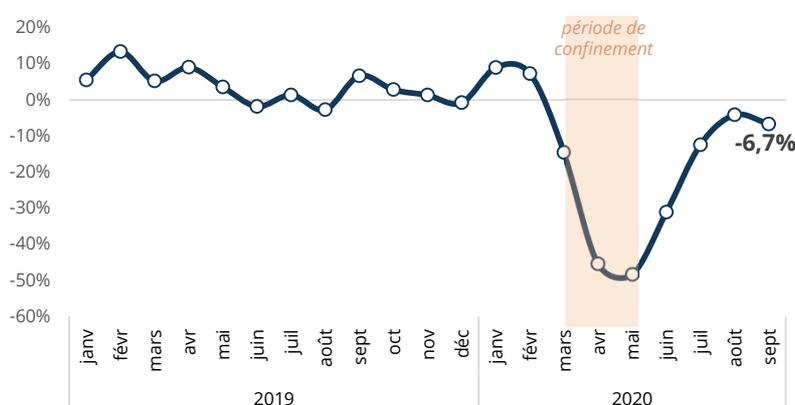
L'activité du BPE comme celle des granulats s'affichent toujours en dessous des productions réalisées en 2019 (productions cumulées entre janvier et septembre). Toutefois elles tendent à se redresser.

En août et septembre, les productions de BPE comme celles de granulats suivent la même tendance : une amorce de la reprise sur les deux derniers mois, sans pour autant retrouver le niveau 2019 à la même période.

► Production de BPE

Evolution sur 3 mois glissants de la production de BPE (Béton prêt à l'emploi) en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

82%

de BPE produits entre janvier et septembre 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à septembre ce sont un peu plus de 1 586 300 m³ de BPE qui ont été produits en région, contre plus de 1 932 600 m³ en 2019 sur la même période.

-7%

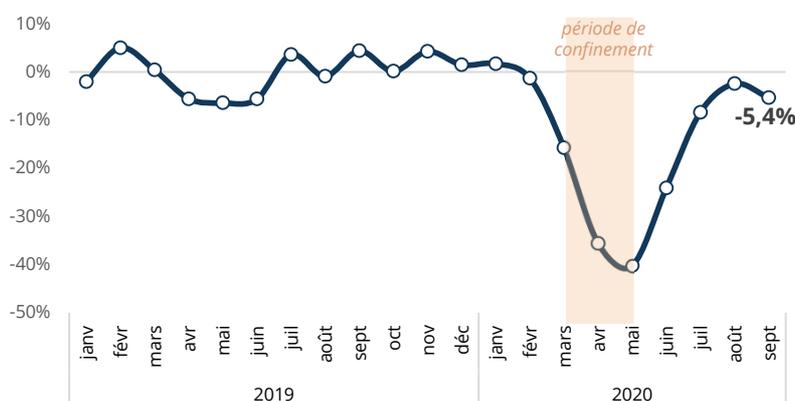
de production de BPE en juillet-septembre 2020 par rapport à juillet-septembre 2019

Après une contraction de quasi moitié de la production de BPE sur 3 mois glissants en mai (365 000 m³ ; près de 706 000 m³ en mai 2019), l'activité se redresse en août, tout en affichant encore des volumes inférieurs à ceux d'avant la crise.

► Production de granulats

Evolution sur 3 mois glissants de la production de granulats en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

85%

de granulats produits entre janvier et septembre 2020 par rapport au volume atteint sur la même période de 2019

En cumul depuis le début de l'année 2020 jusqu'à septembre, ce sont 11 270 kt qui ont été produits en région, contre 13 220 kt en 2019 sur la même période.

-5%

de production de granulats en juillet-septembre 2020 par rapport à juillet-septembre 2019

Même si l'on observe une amélioration du niveau de production en août et septembre, l'activité peine à se redresser (sur 3 mois glissants).



2 | Quels impacts sur l'emploi et la santé des entreprises ?

L'emploi

La croissance de l'emploi salarié continue à s'infléchir au 2^{ème} trimestre 2020. Mais le volume des salariés en activité dans Construction demeure à un niveau élevé.

Malgré un redressement et une inversion de la courbe en juillet et août, l'emploi intérimaire ne retrouve encore pas son niveau d'avant la crise. Ainsi, en glissement sur 3 mois à fin août la compression des ETP intérimaires dans la Construction atteint -22%.

La tension sur le marché de l'emploi reste importante au 3^{ème} trimestre 2020 : en évolution, les DEFM de catégorie A dans la Construction affichent +9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2019. Toutefois en volume le niveau des DEFM au 3^{ème} trimestre 2020 est l'un des plus bas enregistrés avec celui du 3^{ème} trimestre 2019, depuis avant 2010.

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

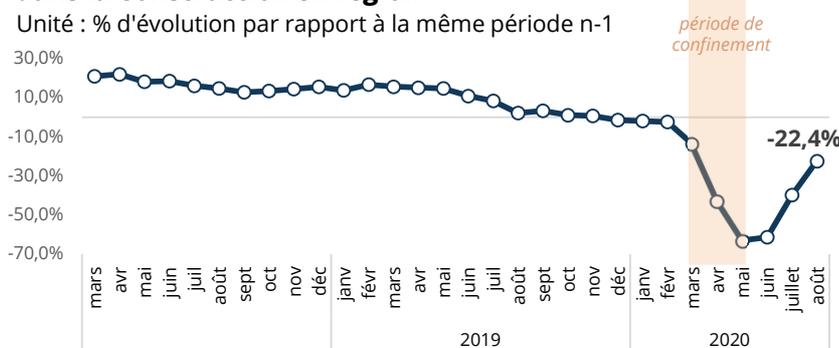
+0,5%

de salariés dans la Construction au 2^{er} trim. 2020 par rapport au 2^{er} trim. 2019

Avec plus de 109 000 salariés recensés à fin juin, le niveau des emplois demeure élevé dans le secteur de la Construction, même si la courbe tend à s'infléchir. Le dispositif d'activité partielle mis en place pour maintenir les emplois permanents a permis a priori de maintenir cette croissance.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérimaire dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes – ETP)

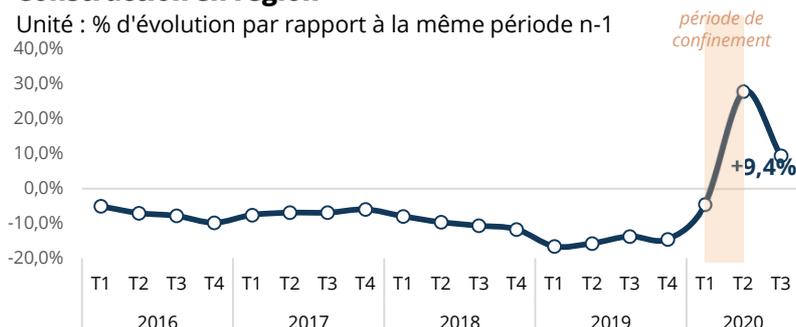
-22%

d'intérimaires dans la Construction en juin-août 2020 par rapport à juin-août 2019

L'emploi intérimaire dans la construction se redresse progressivement, sans pour autant retrouver son niveau de 2019. Au cours des 3 derniers mois (juin-août) 2020, on comptabilise 9 900 intérimaires en ETP dans la construction (12 770 ETP juin-août 2019).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

+9%

de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction à fin 3^o trimestre 2020 par rapport à fin 3^o trimestre 2019

29 600 demandeurs d'emploi de catégorie A sont recensés à fin septembre 2020. Le niveau élevé de demandeurs d'emploi est à mettre en parallèle avec la baisse de l'activité qui s'est prolongée (en juillet et août), après le 1^{er} déconfinement.



La dynamique d'entreprises

La dynamique des entreprises s'affiche encore pour le 3^{ème} trimestre à contre courant des indicateurs de l'activité de la Construction, car l'impact de la crise ne sera visible que dans quelques mois sur ces indicateurs.

Ainsi, les créations d'entreprises connaissent un net rattrapage au 3^{ème} trimestre et le niveau depuis le début de l'année est élevé par rapport celui de l'année dernière sur la même période.

Les défaillances d'entreprises affichent toujours une contraction importante au 3^{ème} trimestre. Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec précaution, car ils sont liés en partie au ralentissement du fonctionnement des juridictions commerciales pendant confinement, au rattrapage des dossiers à traiter après le confinement et aux délais supplémentaires accordés à certaines procédures.

Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

+15%

de créations d'entreprises au 3^o trimestre 2020 par rapport au 3^o trimestre 2019

Après un effondrement des créations d'entreprises au 2^{ème} trimestre, on assiste au 3^{ème} trimestre à une nette accélération des reprises, avec un volume supérieur à celui enregistré au 3^{ème} trimestre 2019 : on comptabilise plus de 1 200 créations d'entreprises au cours du 3^{ème} trimestre 2020, contre un peu moins de 1 100 au 3^{ème} trimestre 2019 (niveau déjà élevé).

Evolution trimestrielle des défaillances d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

-46%

de défaillances d'entreprises au 3^o trimestre 2020 par rapport au 3^o trimestre 2019

Comme au 2^{ème} trimestre, le nombre de défaillances d'entreprises est faible : selon les données de la Banque de France 83 entreprises de la Construction sont concernées par des procédures judiciaires au 3^{ème} trimestre 2020. Un volume qui semble faible par rapport aux niveaux constatés habituellement.

? Ces chiffres sont à prendre avec précaution :

Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais à la fois l'impact qu'a eu la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement.

La sortie progressive de ces dispositifs temporaires devrait se traduire par un retournement de tendance observable sur des données calculées en moyenne sur 3 mois glissants.

Avertissement : source Banque de France



3 | Quelles perspectives de relance pour le secteur ?

Les prévisions macro-économique

En novembre, l'INSEE a prévu une évolution du PIB 2020 de l'ordre -9% à -10% par rapport à 2019, confirmant l'ordre de grandeur des prévisions macro économiques de septembre (entre -8,7% et -10%). Fin novembre l'OFCE estime une croissance du PIB de +0,6% en 2021 et +3,0% en 2022, prévisions qui sont cohérentes avec celles annoncées, en septembre par la Banque de France +7,4% en 2021 et +3,0% en 2022.

De son côté l'UNICEM dans un communiqué de presse conjoncture du 3 décembre indiquait que l'année 2020 se solderait par une contraction de l'activité de l'ordre de -8% pour les granulats et -10% pour le BPE (en données brutes). Même avec un possible rebond de l'activité en 2021, celle-ci resterait très contrainte, se limitant au maximum à +4% pour les granulats et étant quasi-nul pour le BPE. Les niveaux de production de 2021 s'établiraient ainsi en deçà de ceux de 2019, de l'ordre -5% pour les granulats et de -10% pour le BPE.

La commande publique

Les perspectives se révèlent défavorables pour la fin de l'année 2020 :

Les entreprises de bâtiment anticipent une dégradation de leur activité en entretien-rénovation aussi bien sur le segment du logement que sur celui des locaux pour le 4^{ème} trimestre.

Les professionnels des Travaux Publics ne sont pas optimistes quant à leur activité du 4^{ème} trimestre 2020 : ils envisagent un net décrochage de leur activité, en lien principalement avec la baisse des carnets de commandes et de la commande publique (niveau des appels d'offres de travaux publics est en berne).

► Dispositif national de relance via la commande publique dans l'entretien-rénovation de bâtiments

4 Md€ sur 2 ans
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

Premier appel à projet mi-septembre 2020

Investissement financier conséquent pour la rénovation énergétique des bâtiments publics. 300M€ seront délégués aux Régions. Une enveloppe sera dédiée aux projets des collectivités locales via les préfets

500 M€ sur 2 ans
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Pour des opérations à partir du printemps 2021

Subventions aux organismes HLM et aux collectivités pour des travaux de rénovations énergétiques dans le parc de logement social.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Dans l'entretien-rénovation de locaux

Prévision d'activité en entretien-rénovation de locaux pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



-18%

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de locaux pour le 4^{ème} trimestre

Malgré une amélioration de l'activité entretien-rénovation de locaux au 3^{ème} trimestre, la situation demeure morose, en baisse de -3,5% par rapport à 2019. Dans ce contexte, les professionnels du Bâtiment n'envisagent pas de reprise sur ce segment à court terme : les prévisions pour le 4^{ème} trimestre 2020 sont jugées défavorables (le solde d'opinion affiche ainsi -18).



► Dispositif national de relance via la commande publique dans la construction neuve d'infrastructures

550 M€ sur 2 ans
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT*

Opérations engagées entre 2020 et 2022

Modernisation et amélioration d'infrastructures de transports : voies réservées aux transports en commun, covoiturage, déploiement de bornes électriques, travaux sur le domaine fluvial, chantier du Lyon-Turin...

300 M€ sur 2 ans
FRICHES URBAINES ET INDUSTRIELLES

Automne 2020 contractualisation avec les régions et lancement des premiers AMI.

Création d'un fond « Friches » pour aider au recyclage de fonciers déjà artificialisés. Il alimentera des Appels à Manifestation d'Intérêt nationaux et des fonds régionaux dans le cadre des Contrats de Plan Etat-Région 2021-2027.

300 M€ sur 2 ans
RÉSEAUX D'EAU

Fin 2020 – 1^{er} trimestre 2021 identification des projets

Financement des agences de l'eau pour des travaux d'investissement en métropole.

50 M€ sur 2 ans
RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

Engagement des investissements en 2021 et 2022

Amélioration de la résilience des réseaux électriques et transition énergétique en zone rurale.

*A cette enveloppe s'ajoute les investissements dédiés aux « mobilités du quotidien » (vélo et transports en commun ; 1,2 Md€) et au plan de soutien « au secteur ferroviaire » (4,7 Md€) prévoyant, entre autres, des investissements dans de nouvelles pistes cyclables, lignes de transport collectif, et modernisation du réseau ferré. La part allouable aux travaux n'est pour l'instant pas connue.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Solde d'opinion sur l'activité future des Travaux Publics

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité future en région

Unité : solde d'opinion



-35%

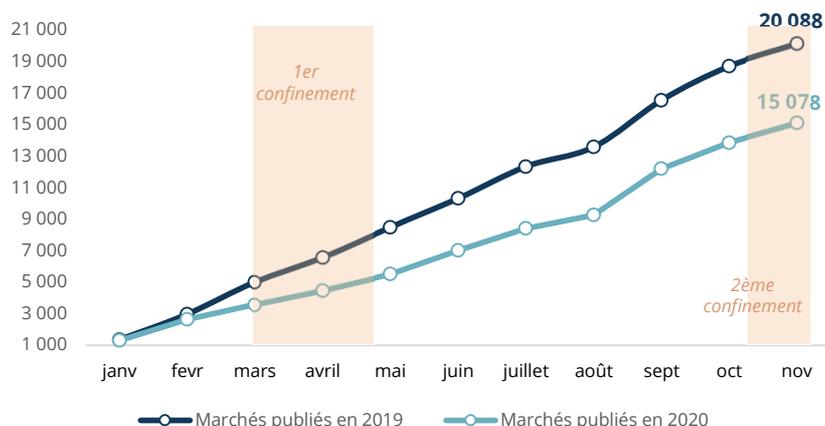
d'opinion sur l'activité future dans les Travaux Publics pour le 4^e trimestre

Malgré une amélioration de l'activité au 3^e trimestre (solde d'opinion élevé), les chefs d'entreprises se révèlent pessimistes : le repli des carnets de commandes et les difficultés liées à la commande publique ont eu une incidence sur les perspectives d'activité de la fin de l'année. Les prévisions pour le 4^e trimestre sont mauvaises : -35, le point le plus bas de la série.

► Evolution du nombre d'appels d'offres publiés

Nombre d'appels d'offres publiés par mois en région (en cumul 2020 vs 2019)

Unité : nombre de marchés



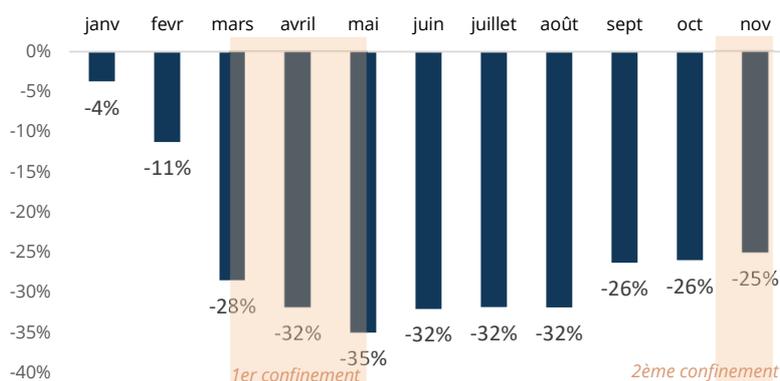
75%

d'appels d'offres publiés entre janv. et nov. 2020 par rapport à la même période de 2019

15 000 appels d'offres cumulés ont été publiés de janvier à août 2020, contre plus de 20 000 un an plus tôt à la même période.

Evolution du nombre de marchés publiés en région (en cumul 2020 vs 2019)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-25%

d'appels d'offres publiés en novembre 2020 par rapport à novembre 2019

-31%

d'appels d'offres de marchés de travaux publiés en novembre 2020 par rapport à novembre 2019

Source : Double Trade

► Evolution du nombre d'appels d'offres publiés dans les Travaux Publics

Evolution du nombre de marchés de travaux publics publiés en région



70%

d'appels d'offres de marchés de Travaux Publics publiés entre début janvier 2019 et début décembre 2020 par rapport à la même période 2019

Un niveau d'appels d'offres toujours bas impactant l'activité des entreprises de Travaux Publics : 3 660 appels d'offres de marchés de travaux publics ont été publiés en cumul du 30 décembre 2019 au 5 décembre 2020, contre 5 220 sur la même période en 2019.

Semaine 1 - Semaine 11 : du 30/12/2019 au 15/03/2020
Semaine 12 - Semaine 19 : du 16/03 au 10/05 (confinement)
Semaine 20 - Semaine 49 : du 11/05/2020 au 05/12/2020

Source : Vecteur Plus - FNTP



La commande privée

Les orientations concernant la commande privée sont défavorables pour le 4^{ème} trimestre 2020 :

Malgré un repli de l'activité entretien-rénovation de logements plus limité au 3^{ème} trimestre (-13% au 1^{er} trimestre et -17% au 2^{ème} trimestre), les perspectives pour le 4^{ème} trimestre sont jugées moroses par les professionnels du secteur par rapport à l'année dernière à la même période. Ainsi ils envisagent une nette contraction d'activité sur les logements existants en fin d'année ;

Sur le marché des logements neufs, les commercialisations (mises en vente de collectifs : -31% au 3^{ème} trimestre) comme les autorisations de construire de logements (-22% en septembre et -4% en octobre) sont mal orientées, en baisse pour chacun de ces segments au 3^{ème} trimestre. Sans un rattrapage rapide, cela aura un impact à moyen terme sur les mises en chantier.

Sur le marché des locaux neufs, les perspectives sont mauvaises : le sursaut d'août laisse la place en septembre et octobre au dévissage des autorisations de construire (plus de 1/3 de moins de permis déposés en septembre 2020 par rapport à septembre 2019 et moitié moins en octobre 2020 par rapport à l'année dernière à la même période). Sur 3 mois glissants, à octobre 2020, les autorisations de construire de locaux chutent de 21%.

► Dispositif national de relance via la commande privée dans l'entretien-rénovation de bâtiments

2 Md€ sur 2 ans
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
 DES LOGEMENTS PRIVÉS**

Conditions fixées en octobre pour une mise en œuvre en janvier 2021

Adaptation de « MaPrimeRénov' » pour la rénovation énergétique des logements privés, ouvrant l'accès à l'ensemble des propriétaires et favorisant les rénovations globales

200 M€ sur 2 ans
**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE
 DES LOCAUX PRIVÉS**

Pour des opérations à partir de janvier 2021

Dispositif d'incitation à la rénovation des bâtiments des TPE-PME du secteur tertiaire ; + dispositif d'accompagnement à la transition écologique

► Dans l'entretien-rénovation de logements

Prévision d'activité en entretien-rénovation de logements pour le trimestre suivant en région

Unité : solde d'opinion



-10%

d'opinion sur l'activité future en entretien-rénovation de logements pour le 4^o trimestre

Avec une activité entretien-rénovation de logements* en berne au 3^{ème} trimestre (-1,3%), les chefs d'entreprises du Bâtiment sont pessimistes pour la fin de l'année et anticipent une baisse de leur activité sur ce segment (-10).

*Enquête Entretien-Rénovation réalisée avant les mesures du 2^{ème} confinement

Source : Enquête Entretien-Rénovation, FFB - Réseau des CERC



► Dispositif national de relance via la commande privée dans la construction neuve de bâtiments

40 000 logements
CONSTRUCTION NEUVE

12 mois pour la sélection des programmes ; construction d'ici 2023

Commande auprès des promoteurs de 40 000 logements neufs via CDC Habitat, en priorité dans les zones tendues et dans les communes du dispositif Action cœur de ville.

350 M€ sur 2 ans
AIDE À LA DENSIFICATION

Décret prévu en Mars 2021

Création d'un dispositif d'aide aux communes pour favoriser les opérations de logements denses dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain.

**AIDE À L'INVESTISSEMENT
DANS LA CONSTRUCTION**

Loi de finance 2021 pour des effets en 2022

Des aménagements du dispositif Pinel et du Prêt à Taux Zéro sont en cours de discussion.

Source : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf

► Promotion immobilière

Evolution trimestrielle du nombre de logements collectifs et indiv. groupés mis en ventes et réservés

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, ECLN

-29%

de logements mis en vente au 3^e trimestre 2020 par rapport au 3^e trimestre 2019

Des volumes de logements mis en vente toujours bas au 3^e trimestre 2020 : près de 500 logements de moins de commercialisés par rapport à l'année dernière à la même période, soit une chute des mises en vente de logements de -29%. Sur le segment du collectif les commercialisations sont en chute de quasiment 1/3 par rapport à la même période de 2019.

-26%

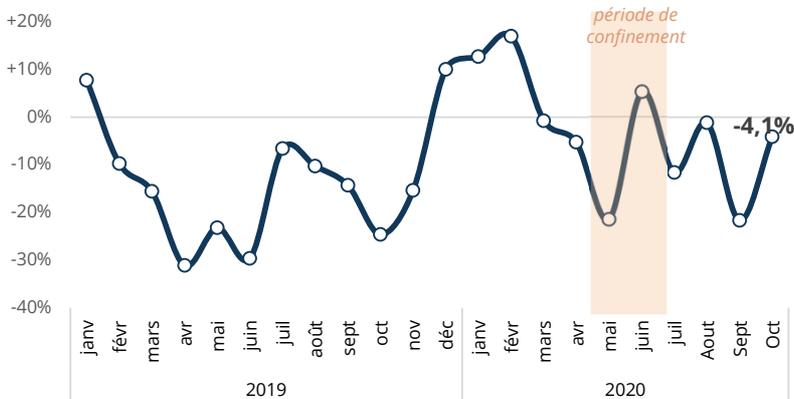
de logements réservés au 3^e trimestre 2020 par rapport au 3^e trimestre 2019

Après une contraction de -55% au 2^e trimestre 2020 (deux fois moins de réservation de logements qu'au 2^e trimestre 2019), les ventes de logements reprennent timidement. Mais les volumes (à peine 1 200 logements réservés) ne permettent pas de rattraper le niveau du 3^e trimestre 2019 (plus de 1 600 réservations).

► Autorisations de construire

Evolution sur 3 mois glissants du nombre de logements autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin octobre 2020

93%

de logements autorisés entre janvier et octobre 2020 par rapport à la même période en 2019

De janvier à octobre 2020, ce sont près de 19 200 logements qui ont été autorisés, contre près de 20 600 un an plus tôt.

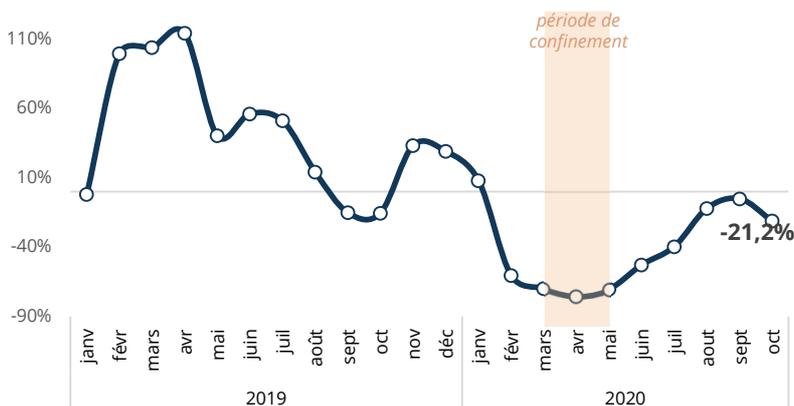
-4%

d'autorisations de logements neufs en août-octobre 2020 vs août-octobre 2019

Des niveaux d'autorisations de permis qui sont inférieurs à ceux de 2019 pour tous les segments de marché en octobre 2020 (sur 3 mois glissants) : l'individuel groupé (-14%) manque davantage le pas. Alors que le collectif (-2%) et l'individuel pur (-1%) sont plus proches de leur niveau de 2019.

Evolution des surfaces de locaux autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte, estimations à fin octobre 2020

51%

de locaux autorisés entre janvier et octobre 2020 par rapport à la même période en 2019

En cumul sur 10 mois les surfaces autorisées se contractent quasiment de moitié par rapport à 2019 à la même période : 2 210 milliers de m² autorisés, contre plus de 4 452 milliers de m² en cumul de janvier à octobre 2019.

-21%

d'autorisations de locaux neufs en août-octobre 2020 vs août-octobre 2019

Le recul cumulé sur 3 mois s'avère marqué sur tous les secteurs : le privé comme le public sont en baisse de 24%. Seules les autorisations de locaux industriels progressent au cours de la même période (+8%).

4 | Quelles dynamiques départementales en un clin d'œil ?

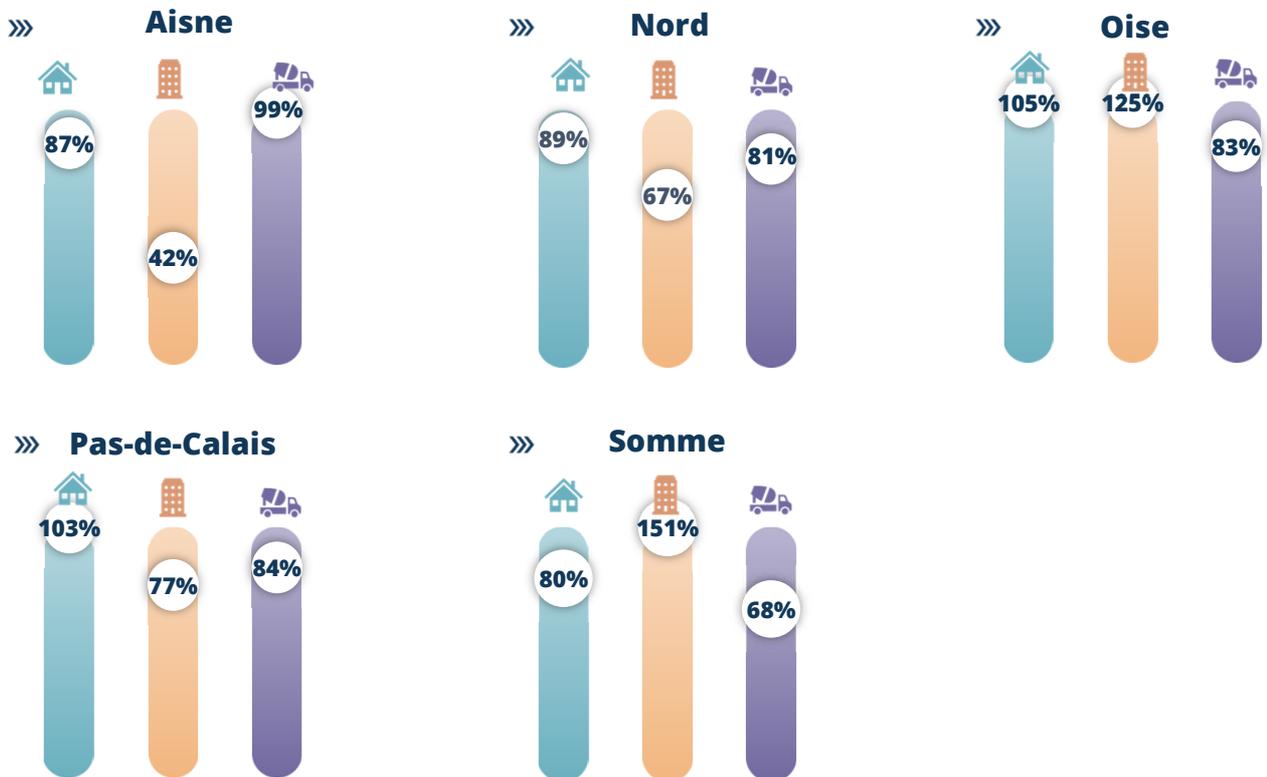
Niveau d'activité 2020 comparé au niveau 2019 (à la même période) par département

Unité : taux d'avancement | Traitement : CERC | Sources : SDES, Double Trade; UNICEM

 **Mises en chantier de logements** à fin octobre 2020

 **Production de BPE** à fin septembre 2020

 **Mises en chantier de locaux** à fin octobre 2020



Avec le concours des membres de la CERC :



Institut national de la statistique
et des études économiques

Et du GIE Réseau des CERC :



CERC Hauts-de-France

Tél. : 03.20.40.53.39 | cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc.hautsdefrance.fr

